



# Comité budgétaire

---

3<sup>nd</sup> Budget amendé pour la période d'application provisoire de l'Agrément sur une juridiction unifiée du brevet.

Présentée par : le président du Comité administratif.

Préparé par le groupe de travail d'élaboration du budget.

Destinataire : comité budgétaire (pour décision).

Luxembourg, 09.02.2023

## RÉSUMÉ (FR)

Ce document contient le projet de troisième budget rectificatif applicable à la période d'application provisoire (PAP) de l'Accord sur une Juridiction Unifiée du Brevet (AJUB).

Il proroge et adapte le budget applicable à la période d'application provisoire adopté par le Comité budgétaire le 23 février 2022 et amendé à deux reprises (7 septembre 2022 et 8 novembre 2022) pour couvrir l'ensemble de la PAP y compris la période de « Sunrise » jusqu'à l'entrée en vigueur prévue de l'UPCA le 1er juin 2023.

Un troisième budget rectificatif est nécessaire pour tenir compte de la prolongation de la PAP de deux mois supplémentaires : dépenses étendues pour la mise en place des moyens de gestion de la Cour : services informatiques, salaires, formation, etc. Il comprend le remboursement des avances par les États membres contractants que le 2e budget rectificatif a prévu d'effectuer en fin de PAP. Il suit la même approche financière prudente adoptée par les précédents budgets initiaux et modifiés de la JUB visant à garantir une juridiction unifiée du brevet pleinement opérationnelle lors de son entrée en vigueur.

Une augmentation des dépenses de fonctionnement par rapport au budget initial et au premier budget rectificatif du PAP conduit à un montant total de dépenses prévisibles de 10 132 857 euros. Cette augmentation des dépenses par rapport aux précédents budgets PAP nécessite des recettes équivalentes pour respecter l'équilibre obligatoire Dépenses/Ressources du Budget de la JUB, donc pour faire face à ses obligations financières jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord.

Si le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> budget rectificatif du PAP ont évité d'appeler une contribution supplémentaire des États membres contractants en 2022, ce budget nécessite un complément de leurs contributions financières initiales pour un montant de 9 889 063 Euros afin de couvrir la PAP ainsi prolongée. L'appel à contributions correspondant sera envoyé en même temps que l'appel à contributions pour couvrir les dépenses de la première période comptable (FAP) afin de permettre aux États membres contractants d'examiner les besoins financiers globaux attendus pour l'année 2023 dans son ensemble. Les montants détaillés et totaux attendus de chaque État membre contractant pour la PAP sont fournis à l'annexe 3.

Le Comité Budgétaire est invité à adopter ce deuxième budget rectificatif de la PAP et à approuver l'application de la clé de contribution des États membres contractants relative au présent budget.

## TABLE DES MATIERES

NOTE EXPLICATIVE .....	4
ANNEXE 1: DÉCISION DU COMITÉ BUDGETAIRE.....	5
ANNEX 2: AMENDED BUDGET OF THE UNIFIED PATENT COURT .....	6
ANNEX 3: PROVISIONAL CONTRIBUTION KEY (FOR PAP ONLY) .....	7
ANNEX 4: AMENDED TABLE OF POSTS FOR THE UPC (CHAP 31 SALARIES) .....	9
ANNEX 4: CONTINUED (CHAPTERS 33, 339 & 34) .....	12
ANNEX 4: CONTINUED (CHAPTERS 39, 41, 53, 61, 71).....	13

## Note explicative

Le Budget Rectificatif ici présenté concerne notamment ces éléments:

- Les dépenses de classe 3 (Opex) augmentent de 42% passant de 5 686 033 € à 9 325 080 €.
- Les dépenses de classe 4 (Capex) augmentent de 12 %, passant de 715 000 € à 798 460 €.
- le Fonds de Roulement décidé pour le 1er budget rectificatif est porté à 1M€.

Le tableau ci-dessous montre les principales tendances et différences entre les 4 phases du budget PAP:

	Budget PAP initial	1 <sup>er</sup> budget PAP rectificatif	2 <sup>ème</sup> budget PAP rectificatif	3 <sup>ème</sup> budget PAP rectificatif soumis au vote
<b>Dépenses</b>	<b>6 333 883</b>	<b>6 304.186</b>	<b>6.401.493</b>	<b>€10 132 857</b>
<i>Classe 3. "opex"</i>	<i>5 765 883</i>	<i>5 658.726</i>	<i>5.686.033</i>	<i>€ 9 334 397</i>
<i>Classe 4 "capex"</i>	<i>568 000</i>	<i>645.460</i>	<i>715.460</i>	<i>€ 798 460</i>
<b>Class 5 recettes</b>	<b>6 333 883</b>	<b>6 304.185</b>	<b>6.401.493</b>	<b>€ 10 132 857</b>
<i>52 Contributions Etats membres</i>	<i>6 201 510</i>	<i>6 201.510</i>	<i>6.201.510</i>	<i>€ 9 889 063</i>
<i>53 autres recettes d'exploitation.</i>	<i>132 373</i>	<i>102.675</i>	<i>199.983</i>	<i>€ 243 794</i>

**Le Comité budgétaire est prié d'approuver la décision ci-annexée portant adoption d'un budget rectificatif pour la période d'application provisoire de l'Accord JUB.**

### I. MODIFICATION DES DEPENSES/RECETTES ; TRANSFERT AU FONDS DE ROULEMENT

1. Suite à la prolongation de la période d'application provisoire, la situation des dépenses et des recettes a été recalculée. Un tableau comparant les montants initiaux et les montants recalculés est joint en annexe 2.
2. En conséquence, les contributions aux coûts d'établissement, y compris le remboursement des avances de certains Etats membres ainsi que les contributions pour les actifs, sont augmentées en conséquence.

### II. AJUSTEMENT DE LA CLE DE CONTRIBUTION PROVISOIRE

1. Aucun État membre nouvel entrant n'a été enregistré au moment de la présentation du présent projet de 3ème budget rectificatif. Par conséquent, le présent projet de budget ne contient aucun ajustement de la répartition entre les contributions des États membres contractants pour la PAP.
2. Le résultat en termes de montants via la clé de répartition inchangée est joint en annexe 3.
3. Conformément à l'article 6 des règles financières pour la PAP, les contributions financières initiales des États membres éventuellement entrants avant l'entrée en vigueur et ceux qui contractent au moment de l'entrée en vigueur seront déduites de la contribution financière initiale des autres États membres contractants. L'ajustement éventuel sera mis en œuvre par le budget du premier exercice comptable.

### III. AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS GLOBAL DE L'UPC

Suite à la nouvelle prorogation prévue de deux mois de la période d'application provisoire de l'accord JUB, le tableau des effectifs a été adapté en conséquence.

## Annexe 1: DÉCISION DU COMITÉ BUDGETAIRE

Du 9 février 2023

adoptant le budget rectificatif de la juridiction unifiée du brevet pour la période d'application provisoire (PAP).

LE COMITÉ BUDGETAIRE DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET,

Vu l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, notamment ses articles 36 et 37,

Vu les Statut de la juridiction unifiée du brevet, notamment l'article 26,

Vu le Protocole à l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet relatif à la période d'application provisoire (PAP), notamment son article premier qui prévoit l'application provisoire de certains articles de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet,

Considérant la prolongation envisagée de la période d'application provisoire au 31 mai 2023,

Considérant la nécessité pour la juridiction unifiée du brevet de remplir ses engagements pour la période concernée et de préparer l'entrée en vigueur de la juridiction unifiée du brevet,

Considérant l'urgence de doter la Cour de son budget et de ses moyens financiers.

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Conformément aux articles 10, 11 et 12 de la décision du comité administratif de la juridiction unifiée du brevet régissant la gestion financière de la Juridiction pendant la période d'application provisoire de l'Accord, les dispositions suivantes sont :

1. adopté :

le budget rectificatif de la juridiction unifiée du brevet pour la période d'application provisoire, d'un montant total de **6 401 493 euros**, y compris le budget des régimes de retraite et de sécurité sociale, d'un montant total de **298 493 euros**, est modifié et remplacé par le budget nouvellement modifié de la juridiction unifiée du brevet pour la période d'application provisoire, d'un montant total de **10 132 857 euros** y compris le budget des régimes de retraite et de sécurité sociale, d'un montant total de **367 532 euros** ;

2. approuvé :

La clé de répartition provisoire, telle qu'elle figure à l'annexe 3 ;

Le renforcement à hauteur de **1 000 000 euros** de la ligne budgétaire 341 (fonds de roulement) pour renforcer la capacité de la Juridiction Unifiée du Brevet à faire face à d'éventuelles obligations imprévues.

La présente décision entrera en vigueur le 9 février 2023.

Fait à Luxembourg, le 9 février 2023

Pour le Comité budgétaire

Le président, Bruno LEBoulenger



## Annex 2: Amended budget of the Unified Patent Court

Section	Title	Total PAP initial 24/02/2022	Total First amended PAP 07/09/2022	Total second amended PAP 07/11	Total third Amended PAP 09/02/23	Difference 3rd PAP/2nd PAP
<b>3</b>	<b>Operating and Financial Expenditure</b>	<b>€ 5 765 883</b>	<b>€ 5 658 725</b>	<b>€ 5 686 033</b>	<b>€ 9 334 397</b>	<b>€ 3 648 364</b>
31	<b>Salaries</b>	<b>€ 666 686</b>	<b>€ 521 138</b>	<b>€ 935 328</b>	<b>€ 1 083 293</b>	<b>€ 147 964</b>
311	Court of Appeal	€ 185 704	€ 157 533	€ 276 409	€ 306 891	€ 30 482
312	Court of first instance	€ 332 789	€ 271 155	€ 496 465	€ 550 474	€ 54 009
313	Registrar & deputy registrar	€ 131 812	€ 92 451	€ 133 880	€ 187 391	€ 53 510
314	Other staff directly employed by the Court	€ 16 381	€ -	€ 28 574	€ 38 537	€ 9 963
32	<b>Pension and social security contributions</b>	<b>€ 138 814</b>	<b>€ 105 540</b>	<b>€ 201 658</b>	<b>€ 246 360</b>	<b>€ 44 702</b>
321	Court of Appeal	€ 38 792	€ 32 358	€ 60 539	€ 70 629	€ 10 090
322	Court of first instance	€ 68 769	€ 55 021	€ 107 842	€ 125 816	€ 17 974
323	Registrar & deputy registrar	€ 26 819	€ 18 160	€ 28 079	€ 42 119	€ 14 040
324	Other staff directly employed by the Court	€ 2 434	€ -	€ 5 198	€ 7 797	€ 2 599
325	Pension and social security contributions to national systems	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
33	<b>General operating expenses</b>	<b>€ 1 681 694</b>	<b>€ 1 578 462</b>	<b>€ 2 623 599</b>	<b>€ 3 707 993</b>	<b>€ 1 084 394</b>
331	IT Operating Expenditure, databases and eLibrary	€ 406 077	€ 489 618	€ 805 947	€ 679 547	-€ 126 400
332	Meetings of the Committees	€ 15 855	€ 18 270	€ 22 925	€ 20 615	-€ 2 310
333	Translation, publication & communication costs	€ 223 500	€ 213 500	€ 271 063	€ 316 500	€ 45 437
334	Training centre	€ 481 986	€ 344 347	€ 650 517	€ 899 047	€ 248 530
335	Mediation and arbitration centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
336	Duty travel	€ 237 276	€ 207 727	€ 337 147	€ 418 800	€ 81 653
337	Consultancy and audit	€ 179 500	€ 167 500	€ 173 500	€ 264 167	€ 90 667
338	Opt-out fee reimbursement	€ 100 000	€ 100 000	€ 300 000	€ 1 000 000	€ 700 000
339	Others	€ 37 500	€ 37 500	€ 62 500	€ 109 318	€ 46 818
34	<b>Working Capital Fund</b>	<b>€ -</b>	<b>€ 142 897</b>	<b>€ 142 897</b>	<b>€ 1 000 000</b>	<b>€ 857 103</b>
341	Working Capital Fund	€ -	€ 142 897	€ 142 897	€ 1 000 000	€ 857 103
35	<b>Repayments to MS</b>	<b>€ 3 280 689</b>	<b>€ 3 280 689</b>	<b>€ 1 751 913</b>	<b>€ 3 280 689</b>	<b>€ 1 528 776</b>
351	Asset-related repayments	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
352	Other repayments	€ 3 280 689	€ 3 280 689	€ 1 751 913	€ 3 280 689	€ 1 528 776
36	<b>Legal aid and reimbursement to third parties</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
361	Legal aid	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
362	Reimbursements to third parties	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
37	<b>Other general operating expenses</b>	<b>€ -</b>	<b>€ 2 000</b>	<b>€ 2 637</b>	<b>€ 3 063</b>	<b>€ 425</b>
371	Non-refundable taxes & public levies	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
374	Foreign currency losses	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
375	Damages/internal appeals Damages, internal appeals	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
376	Bank charges	€ -	€ 2 000	€ 2 637	€ 3 063	€ 425
38	<b>Depreciation and amortization expense</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
381	Depreciation of fixed assets	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
382	Amortisation of intangible assets	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
39	<b>Financial expenses</b>	<b>€ -</b>	<b>€ 28 000</b>	<b>€ 28 000</b>	<b>€ 13 000</b>	<b>-€ 15 000</b>
<b>4</b>	<b>Capital expenditure</b>	<b>€ 568 000</b>	<b>€ 645 460</b>	<b>€ 715 460</b>	<b>€ 798 460</b>	<b>€ 83 000</b>
41	<b>IT Capital expenditure</b>	<b>€ 568 000</b>	<b>€ 645 460</b>	<b>€ 715 460</b>	<b>€ 798 460</b>	<b>€ 83 000</b>
411	IT Capital expenditure	€ 568 000	€ 645 460	€ 715 460	€ 798 460	€ 83 000
<b>5</b>	<b>Revenue</b>	<b>€ 6 333 883</b>	<b>€ 6 304 185</b>	<b>€ 6 401 493</b>	<b>€ 10 132 857</b>	<b>€ 3 731 364</b>
51	<b>Revenue from court fees</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
511	Court fees	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
512	Income from mediation centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
513	Income from arbitration centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
52	<b>Contributions by participating Member States</b>	<b>€ 6 201 510</b>	<b>€ 6 201 510</b>	<b>€ 6 201 510</b>	<b>€ 9 889 063</b>	<b>€ 3 687 553</b>
521	Contributions to capital expenditures	€ 568 000	€ 645 460	€ 715 460	€ 798 460	€ 83 000
522	Contributions to operating expenditures	€ 5 633 510	€ 5 413 154	€ 5 343 154	€ 8 090 603	€ 2 747 450
523	Contributions to the Working Capital	€ -	€ 142 897	€ 142 897	€ 1 000 000	€ 857 103
53	<b>Other operating income</b>	<b>€ 132 373</b>	<b>€ 102 675</b>	<b>€ 199 983</b>	<b>€ 243 794</b>	<b>€ 43 811</b>
531	Other court fees	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
532	Income from training centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
533	Internal tax	€ 132 373	€ 102 675	€ 199 983	€ 243 794	€ 43 811
535	Foreign currency gains	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
54	<b>Work performed and capitalised</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
541	Work performed and capitalised	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
55	<b>Financial income</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
551	Financial income	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>6</b>	<b>PSSS Expenditure</b>	<b>€ 226 491</b>	<b>€ 174 717</b>	<b>€ 298 911</b>	<b>€ 367 532</b>	<b>€ 68 621</b>
610	Payments from Social Security Schemes	€ 226 491	€ 174 717	€ 298 911	€ 367 532	€ 68 621
<b>7</b>	<b>PSSS Income</b>	<b>€ 226 491</b>	<b>€ 174 717</b>	<b>€ 298 911</b>	<b>€ 367 532</b>	<b>€ 68 621</b>
710	Income Social Security Schemes	€ 226 491	€ 174 717	€ 298 911	€ 367 532	€ 68 621

### Annex 3: Provisional contribution key (for PAP only)

a. Provisional KEY and contributions dues for PAP before taking in account contributions received

Number of accessing states			17	A	B	C
Member State	Contribution key (PC/02/041 114)	Ratification Yes=1, No=0	Distribution key for accessing states	521 Contributions to CAPEX	522 Contributions to OPEX	523 Contributions to Working Capital Fund
AT	2,66	1,00	3,22	€ 25 672,71	€ 260 135,44	€ 32 152,79
BE	3,39	1,00	4,10	€ 32 718,23	€ 331 525,99	€ 40 976,67
BG	0,14	1,00	0,17	€ 1 351,20	€ 13 691,34	€ 1 692,25
CY	0,24	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
CZ	0,50	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
DE	38,77	1,00	46,86	€ 374 184,63	€ 3 791 522,89	€ 468 632,90
DK	1,62	1,00	1,96	€ 15 635,26	€ 158 428,35	€ 19 581,77
EE	0,11	1,00	0,13	€ 1 061,65	€ 10 757,48	€ 1 329,63
FI	1,07	1,00	1,29	€ 10 326,99	€ 104 640,95	€ 12 933,64
FR	17,02	1,00	20,57	€ 164 266,76	€ 1 664 475,62	€ 205 729,48
GR	0,85	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
HU	0,60	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
IE	1,18	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
IT	6,44	1,00	7,78	€ 62 154,99	€ 629 801,58	€ 77 843,59
LT	0,10	1,00	0,12	€ 965,14	€ 9 779,53	€ 1 208,75
LU	0,63	1,00	0,76	€ 6 080,38	€ 61 611,02	€ 7 615,13
LV	0,04	1,00	0,05	€ 386,06	€ 3 911,81	€ 483,50
MT	0,01	1,00	0,01	€ 96,51	€ 977,95	€ 120,88
NL	6,66	1,00	8,05	€ 64 278,30	€ 651 316,55	€ 80 502,84
PL	1,05	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
PT	1,04	1,00	1,26	€ 10 037,45	€ 101 707,09	€ 12 571,01
RO	0,38	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
SE	2,83	1,00	3,42	€ 27 313,45	€ 276 760,63	€ 34 207,66
SI	0,20	1,00	0,24	€ 1 930,28	€ 19 559,06	€ 2 417,50
SK	0,26	0,00	0,00	€ -	€ -	€ -
UK	12,12	0,00	0	€ -	€ -	0
	<b>99,91</b>	<b>82,73</b>	<b>100,00</b>	<b>€ 798 460,00</b>	<b>€ 8 090 603,27</b>	<b>€ 1 000 000,00</b>
Control : total gross contribution due before taking in account payments					<b>€ 9 889 063,27</b>	<b>= A+B+C</b>

b. Provisional KEY and contributions dues after taking in account contributions received in 2022

Member State	Contribution key (PC/02/041114)	Ratification Yes=1, No=0	Distribution key for accessing states	52 total third amended PAP due	52 initial PAP paid 2022	52 complement PAP to be called 2023
AT	2,66	1	3,22	€ 317 960,94	€ 199 395,8	€ 118 565,10
BE	3,39	1	4,1	€ 405 220,89	€ 254 117,2	€ 151 103,65
BG	0,14	1	0,17	€ 16 734,79	€ 10 494,5	€ 6 240,27
CY	0,24	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
CZ	0,5	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
DE	38,77	1	46,86	€ 4 634 340,42	€ 2 906 231,7	€ 1 728 108,68
DK	1,62	1	1,96	€ 193 645,38	€ 121 436,6	€ 72 208,82
EE	0,11	1	0,13	€ 13 148,76	€ 8 245,7	€ 4 903,07
FI	1,07	1	1,29	€ 127 901,58	€ 80 208,1	€ 47 693,48
FR	17,02	1	20,57	€ 2 034 471,86	€ 1 275 833,5	€ 758 638,37
GR	0,85	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
HU	0,6	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
IE	1,18	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
IT	6,44	1	7,78	€ 769 800,16	€ 482 747,8	€ 287 052,36
LT	0,1	1	0,12	€ 11 953,42	€ -	€ 11 953,42
LU	0,63	1	0,76	€ 75 306,54	€ 47 225,3	€ 28 081,21
LV	0,04	1	0,05	€ 4 781,37	€ -	€ 4 781,37
MT	0,01	1	0,01	€ 1 195,34	€ -	€ 1 195,34
NL	6,66	1	8,05	€ 796 097,68	€ 499 239,2	€ 296 858,49
PL	1,05	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
PT	1,04	1	1,26	€ 124 315,55	€ -	€ 124 315,55
RO	0,38	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
SE	2,83	1	3,42	€ 338 281,75	€ 212 139,2	€ 126 142,57
SI	0,2	1	0,24	€ 23 906,84	€ 14 992,2	€ 8 914,67
SK	0,26	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
UK	12,12	0	0	€ 0,00	€ -	€ 0,00
	<b>99,91</b>	<b>82,73</b>	<b>100</b>	<b>€ 9 889 063,3</b>	<b>€ 6 112 306,8</b>	<b>€ 3 776 756</b>
control (= cell summary incomes expenditures D237)				9889063,272		



## Annex 4: Amended table of posts for the UPC (chap 31 salaries)

### 1°) Chapter 31: Salaries

Gross salaries and allowances per Job type

Period	PAP 10	PAP 11	PAP 12	PAP 13	PAP 14	PAP 15	PAP 16
President C.A.	€ 26 711	€ 21 711	€ 21 711	€ 21 711	€ 21 711	€ 21 711	€ 21 711
C.A. Judges	€ 25 702	€ 20 702	€ 20 702	€ 20 702	€ 20 702	€ 20 702	€ 20 702
President C.F.I.	€ 24 628	€ 19 628	€ 19 628	€ 19 628	€ 19 628	€ 19 628	€ 19 628
C.F.I. Judges	€ 71 154	€ 56 154	€ 56 154	€ 56 154	€ 56 154	€ 56 154	€ 56 154
Registrar	€ -	€ -	€ 12 851	€ 23 202	€ 20 702	€ 20 702	€ 20 702
Dep. Registrar	€ -	€ -	€ 11 859	€ 21 218	€ 18 718	€ 18 718	€ 18 718
<b>Total judges and Registrars</b>	<b>€ 148 195</b>	<b>€ 118 195</b>	<b>€ 142 905</b>	<b>€ 162 615</b>	<b>€ 157 615</b>	<b>€ 157 615</b>	<b>€ 157 615</b>
Head Arb. Ctr.	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Head Training Ctr.	€ -	€ -	€ -	€ -	€ 16 179	€ 11 179	€ 11 179
Secr. Arb. Ctr.	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Secr. Training Ctr.	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
IT engineers	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Case managers	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Clerks	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Secretaries	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Accountants	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>Total</b>	<b>€ 148 195</b>	<b>€ 118 195</b>	<b>€ 142 905</b>	<b>€ 162 615</b>	<b>€ 173 794</b>	<b>€ 168 794</b>	<b>€ 168 794</b>

### 2°) NUMBER OF STAFF (Full time equivalents)

Number of staff (FTE)	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23
Period/year	PAP 10	PAP 11	PAP 12	PAP 13	PAP 14	PAP 15	PAP 16
President C.A.	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
C.A. Judges	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
President C.F.I.	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
C.F.I. Judges	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Registrar	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Dep. Registrar	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
<b>Total judges and Registrars</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>
Head Arb. Ctr.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Head Training Ctr.	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0
Secr. Arb. Ctr.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secr. Training Ctr.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IT engineers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Case managers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Clerks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secretaries	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accountants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>	<b>8,0</b>	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>

## Annex 4 Continued (2 Income tax & MSS , recruitment plan)

### 3°) chap 533 INCOME TAX (unchanged since BC decision of 07/09/2022):

#### Tax rate

monthly	from	to	%
Tax 1	€ 127	€ 2 234	8.0%
Tax 2	€ 2 234	€ 3 077	10.0%
Tax 3	€ 3 077	€ 3 526	12.5%
Tax 4	€ 3 526	€ 4 004	15.0%
Tax 5	€ 4 004	€ 4 453	17.5%
Tax 6	€ 4 453	€ 4 889	20.0%
Tax 7	€ 4 889	€ 5 338	22.5%
Tax 8	€ 5 338	€ 5 774	25.0%
Tax 9	€ 5 774	€ 6 223	27.5%
Tax 10	€ 6 223	€ 6 659	30.0%
Tax 11	€ 6 659	€ 7 108	32.5%
Tax 12	€ 7 108	€ 7 544	35.0%
Tax 13	€ 7 544	€ 7 993	40.0%
Tax 14	€ 7 993	€ -	45.0%

#### 4°) Social Security contribution rates

Scheme	Staff Contribution	UPC Contribution %
Pension	10.80%	16.20%
Health	1.27%	2.83%
Invalidity/Death	0.00%	5.50%
Long-term care	0.00%	0.00%

All contributions are calculated on the gross salary.

#### 5°) Recruitment plan

Recruitments for UPC salaries have reached a key point with appointment of full Presidium, Registrar and Deputy registrar.

For the PAP, statement that recruitment of only the necessary number of seven judges constituting the Presidium remains. Of these seven judges, (President of the Court of Appeal, two part-time legally qualified judges of the Court of Appeal, President of the Court of First Instance, three full-time legally qualified judges of the Court of First Instance, corresponding to six full time equivalents (FTEs). Those seven judges form the UPC's Presidium, in accordance with Article.15(1) of the UPC Statute. In addition, the registrar and the deputy-registrar are appointed yet. Director of the training centre is scheduled to be appointed during the PAP. Director of the Arbitrating and Remediation Center is scheduled to be appointed after the Entry in to force of the Agreement thus is not counted here.

## Annex 4 continued (3 salary payments, Pension & MSS scheme)

The remaining pool of judges and staff have been appointed (but not salaried) and have started training courses. They only start receiving salary payments with the entry into force of the UPC Agreement (scheduled at the beginning of the second quarter 2023). All judges, registrar, deputy registrar and relevant staff including those provided by Member States started preparatory training during the PAP, the costs of which are borne by the UPC and duly budgeted.

This training courses during PAP will cover the extended PAP period until month sixteen of PAP.

In total, UPC has appointed yet 88 judges (34 legally qualified judges and 51 technically qualified judges), with a reserve list of 45 judges subject to the decisions of the administrative committee.

The present Budget contains provisions to perform additional recruitment procedure regarding legally qualified judges and technically qualified judges, taking in account the current uncertainty regarding the number and complexity of cases incoming at the beginning of the FAP period.

### 6°) Salary payments

The calculation of salaries is based on the salary grid as decided by the Preparatory Committee in its 14<sup>th</sup> meeting on 24.2.2016 (PC/12/Feb2016) in 2016 and the internal EU tax grid of 2021 (see rates above Annex 4.3). Net salaries were calculated taking into account internal tax, social security contributions and average allowances. This third amending PAP budget includes updated parameters of medical and social security scheme (see below). Updated Income tax rates have been already been taken in account in the first and second amending PAP budget.

### 7°) chap 32 Pension and Social security schemes

#### Pension Plan

The present amending budget stands on the principles and rates recorded for the first amending budget according to the decisions of the Administrative committee meeting the 8 July 2022.

#### Medical and social scheme

The present amending budget takes in consideration the approved proposal of medical and social scheme, with parameters identical to those recorded in the 2<sup>nd</sup> amending budget. As reminder, the detailed rates for the Budget are:

- 3,80% for medical and social coverage; 1/3 by the salary (1,73%) and 2/3 (2,37%) by the Court.
- 0,3% for management fee, borne in full by the UPC applying the general principle that management costs are borne by the employer.
- 35% discount for entitled part time judges (50%) who are invited to rely on their national scheme for primary coverage.
- 5,5% for invalidity/death risk, applied to all UPC staff and borne in full by the Court.

The medical and social coverage and contribution rates of case by case judges are not mentioned here since Case by case judges will be paid only after entry into force. Related parameters will be defined beforehand.

## **Annex 4: Continued (chapters 33, 339 & 34)**

### **8°) Chapter 33: General operating expenditure**

#### *331 IT operating expenditure:*

The Amended budget updates IT operating expenditure from € 806,9k to € 679,5k (reminder : initial PAP was € 406 k) after taking in account adjustment of the actual needs. To be noted that two Member States (Luxemburg and Sweden) have incurred payments to IT providers in 2022 during PAP, on behalf of UPC pursuant to contracts signed before the PAP, until transfer of these contracts to UPC. These expenses are deemed entitled to be reimbursed by the UPC. The accurate processing for organizing these reimbursement and record them in the budget and accounts will be assessed in separately.

#### *334 Training*

The present Budget confirms the scheduled trainings courses for judges and staff until entry into force and considers the opportunity of additional trainings closer to the entry into force if needed. As for the former amending budgets, expenditure for the training centre represents the full training costs (including travel cost and daily allowance for the trainees).

#### *336 Duty Travel*

The present amended Budget reflects share between the Court and Member States regarding duty travel costs. Only costs incurred by the Presidium, the registrar and, as appropriate, deputy registrar and the training center director are deemed borne by the UPC's Budget for other duties than training courses. For training courses, all appointed judges (salaried or not) are entitled to reimbursement by the Court. The draft Budget confirms assumption of intensive work of the presidium and schedules also additional meetings of the advisory committee for the additional rounds of recruitment of judges

Duty travel are a pillar of the functioning of the Court and its importance will growth in time. A regular and close review of implementation of the duty travel rules in practice will be carried out in order to adapt them to the needs of the Judges and staff as keeping the related expenses under control.

### **9°) chap 339 Case Management operations (Opt out and other operations)**

The present amending budget confirms the updated assumed number of Opt out requests during the Sunrise period. Budget line devoted to payment of fees for managing the Opt is increased accordingly up to € 1M instead of € 300K. If needed, working capital fund (see below) would be used accordingly.

### **10°) Chapter 34: Working Capital Fund**

The first amended PAP budget has generated an overfunding of EUR 143k and filled the Working capital fund with this amount. The present third amending draft budget proposes to increase this amount up to € 1M. It seems prudent to ensure that UPC meets unavoidable expenses that cannot be accurately estimated at the moment but may occur before the end of the PAP, notably in case of an ultimate technical extension of the PAP or any other unexpected event such as more opt out request than expected. It does not presume decision regarding the working capital fund for the first accounting period and later, that requires a separate decision.

## Annex 4: Continued (chapters 39, 41, 53, 61, 71)

### 11°) Chapter 39: Financial Expenses

Extension of the monthly amount. Negative interest rates have ceased in September 2022.

### 12°) Chapter 41: IT Capital Expenditure

IT Capital expenditures	total 1st amended PAP	total 2nd amended PAP	total 3rd amended PAP
<b>CMS (Net Service)</b>	€ 278 460	€ 298 460	€ 324 460
Corporate Web site (Blue-Bag)	€ 60 000	€ 90 000	€ 100 000
Central Mail & Document Sharing (Net Se	€ 60 000	€ 60 000	€ 66 000
Other (TBD)	€ 46 800	€ 46 800	€ 66 800
Integrated Video Conferencing (TBD)	€ 50 000	€ 50 000	€ 50 000
Corporate Functions modules	€ 150 200	€ 170 200	€ 191 200
<b>Total</b>	€ 645 460	€ 715 460	€ 798 460

IT investments recorded in the amended budget for EUR 715 k were scheduled to cover completion and update of the IT systems by the entry into force and “sunrise period”. Following the recommendation of the IT Working Group, a prudent approach remains for the present third amending PAP budget by increasing the amount of budget devoted to IT investments to € 798,5 k to cover in full confidence the extension of the PAP period until 31 May.

### 13°) Chapter 53: Other Operating Income

#### Internal Tax

Income from internal tax is scheduled for the extended PAP period until 31 may 2023 (month sixteen), recording income tax to be paid by UPC staff actually recruited and paid during PAP.

### 14°) Chapter 61: PSSS Expenditure

The budget reflects PSSS Expenditure, which is for planning purposes considered equivalent to the Contributions of the Court and the Staff (assumption that expenditure is equivalent to income).

### 15°) Chapter 71: PSSS Income

The budget reflects PSSS Income, which is equivalent to the Contributions of the Court and the Staff.

<b>PSSS Expenditure</b>	€ 367 532
Payments from Social Security Schemes	€ 367 532
Pension scheme	€ 271 130
Healthcare scheme	€ 41 172
Long-term care scheme	€ -
Invalidity/death scheme	€ 55 230
Unemployment scheme	€ -
<b>PSSS Income</b>	€ 367 532

